



Développer une économie verte en Afrique : pourquoi les forêts comptent

Août 2015

Points clés

- Les forêts ont besoin d'une meilleure gouvernance qui fasse intervenir toutes les parties prenantes dans le processus de prise de décisions, y compris la population locale ayant des revendications traditionnelles sur les ressources forestières.
- Les pouvoirs publics et les sociétés ont besoin d'explorer de nouvelles façons de mobiliser les communautés — le fait de donner plus de contrôle à la population locale peut distribuer plus largement les bénéfices, réduire les risques sociaux et offrir de meilleures perspectives d'investissements à long terme.
- Pour surmonter les obstacles financiers à la mise à l'échelle des interventions en faveur d'une économie verte, il faut un climat plus propice aux investissements et orienter les fonds publics sur des activités porteuses au niveau local, telles que le renforcement des capacités.
- Il faut de nouvelles recherches pour mieux comprendre la valeur des actifs forestiers et des services écosystémiques utilisés par les différents secteurs et systèmes de subsistance.

Les forêts africaines offrent un potentiel économique mais il est menacé par une demande croissante de produits forestiers et par l'empiètement des autres secteurs. Ici nous explorons le potentiel d'une approche favorable à l'économie verte pour le secteur forestier qui cherche à améliorer le bien-être humain et la justice sociale, tout en réduisant les risques environnementaux et les pénuries écologiques. Des interventions à travers l'Afrique qui visent à conserver, accroître et restaurer le capital naturel, encourager une utilisation rationnelle des ressources, ou promouvoir une consommation durable, montrent comment les forêts pourraient impulser une transformation vers une économie verte. Notre analyse de scénario indique qu'une sélection de ce type d'interventions, lorsqu'elles sont mises à l'échelle, pourrait contribuer à satisfaire l'augmentation de la demande de bois tout en permettant une gestion durable des forêts. Mais la mise à l'échelle d'interventions prometteuses nécessitera de prendre des mesures pour créer un environnement propice.

L'Afrique atteint des taux de croissance élevés de son produit intérieur brut (PIB) mais elle peine toujours à réduire la pauvreté et à créer suffisamment d'emplois. Comme les économies africaines sont fortement tributaires des ressources naturelles, la croissance et le développement futurs dépendront de ce qui arrivera à des actifs clés, comme les forêts. Ce sont les raisons pour lesquelles les approches favorables à une économie verte – qui améliorent le bien-être humain et la justice sociale tout en s'attaquant aux risques environnementaux et en réduisant les pénuries écologiques¹ – sont de plus en plus pertinentes pour le continent².

La récolte formelle et l'industrie de transformation du bois en Afrique génère environ 17 milliards de dollars US par an et contribue à 0,9 pour cent du PIB, mais ce secteur n'emploie que 0,2 pour cent de la main-d'œuvre³. Alors qu'il affiche une croissance en termes absolus, la production et les exportations ont accusé un repli par rapport aux autres secteurs.

Au-delà du secteur formel, toutefois, les ressources forestières contribuent aux économies africaines de multiples façons. Les activités d'exploitation forestière et de scierie à petite échelle sur une base informelle (et parfois illégale, bien qu'elles soient souvent traditionnelles) sont souvent une source d'emplois beaucoup plus nombreux que le secteur forestier formel. Par exemple, au Cameroun, la scierie artisanale génère 44 000 emplois, deux fois plus que le secteur forestier formel⁴.

Encadré 1. Contrôle et octroi de licences à la communauté locale

Le Cameroun a amorcé le processus qui consiste à donner aux communautés le contrôle sur leurs forêts ; près de 400 000 ha de forêts communales désignées (et 400 000 autres en instance de classement), approvisionnent cinq à dix pour cent des marchés nationaux du boisⁱ. Toutefois, le processus de classification est coûteux et lourd à gérer et bien souvent les communautés n'ont pas la capacité pour gérer des entreprises forestières elles-mêmes ou pour négocier de manière efficace avec les compagnies forestières afin d'obtenir un traitement équitableⁱⁱ.

Le Kenya a introduit une législation qui prévoit que les associations de producteurs doivent faire une demande de permis pour récolter du combustible ligneux et produire du charbon de bois. Toutefois les résultats sont plutôt mixtes car il y a eu des retards dans la délivrance des licences et un manque de sensibilisation au sein des autorités, des producteurs et des négociants à propos des nouvelles règlesⁱⁱⁱ.

ⁱ N Bayol et al. 2014. « Filière bois d'œuvre et gestion des forêts naturelles: les bois tropicaux et les forêts d'Afrique centrale face aux évolutions des marchés » dans C de Wasseige et al. (éds) Les forêts du bassin du Congo – État des Forêts 2013. / ⁱⁱ K Angu Angu. 2007. Community-Based Forest Enterprises in Cameroon - A case study of the Ngola-Achipo Community Forest in East Cameroon. Rights and Resources Initiative. / ⁱⁱⁱ R Godfrey Wood, et B Garside. 2014. Informality and market governance in wood and charcoal value chains. Briefing. IIED, Londres. <http://pubs.iied.org/17274IIED.html>.

Les forêts répondent aussi à des besoins d'aliments, d'énergie et de plantes médicinales, avec des implications importantes pour les moyens d'existence. Quatre-vingt-dix pour cent du bois extrait d'Afrique est utilisé en guise de combustible ligneux, principalement pour faire la cuisine⁵ et plus de 60 pour cent des ménages dépendent du bois et du charbon de bois en guise d'énergie³. Les forêts apportent une contribution cruciale mais mal documentée au PIB des autres secteurs en fournissant des « services écologiques » vitaux, tels que le stockage du carbone (qui atténue le changement climatique), la protection des bassins versants contre l'érosion et la conservation de la biodiversité.

Mais il existe de graves menaces pour la base de ressources forestières et, par conséquent, sur son potentiel en faveur de l'économie verte :

- Les droits informels associés à des systèmes traditionnels de gouvernance sont rarement reconnus par les pouvoirs publics. Cela contribue à l'inégalité sociale et fragilise les incitations aux populations locales d'investir dans une bonne gestion
- La déforestation, impulsée par l'agriculture et par l'extraction des ressources forestières, est rapide ; 75 millions d'hectares (ha) de forêts ont été perdus entre 1990 et 2010⁶
- Les forêts sont de plus en plus dégradées : seule une modeste proportion des forêts de production africaines est gérée durablement
- Une surexploitation du combustible ligneux (bois de feu et charbon de bois) et des produits forestiers non ligneux (PFNL) endommage les forêts situées près des marchés.

De ce fait, les forêts d'Afrique, malgré tout leur potentiel pour le développement et l'environnement, sont devenues une importante source d'émissions de carbone.⁷

Scénarios de « maintien du statu quo »

Compte tenu de l'essor démographique et des taux de croissance économique attendus en Afrique, la demande en produits et services forestiers va augmenter sensiblement. Dans un scénario de « maintien du statu quo », et donc sans apporter de changement majeur aux politiques et pratiques actuelles, la demande intérieure en bois rond industriel (p. ex. bois de sciage, placage, contreplaqué, pâtes et papier) pourrait doubler, voire tripler, par rapport au niveau actuel (96,2 millions m³) d'ici à 2050⁸. Et bien que l'Afrique mise sur un accroissement de la production des forêts plantées (par opposition aux forêts « naturelles »), ce ne sera pas suffisant pour compenser les pertes découlant de la déforestation.

Une série d'interventions permettrait de garantir l'avenir du secteur forestier

Le Tableau 1 montre deux scénarios de maintien du statu quo pour 2030 et 2050 : l'un en partant de la pire hypothèse supposant une forte hausse de la demande et une faible hausse de l'offre (compte tenu d'une déforestation élevée et d'un essor limité des forêts plantées) ; l'autre montrant le

scénario dans le meilleur des cas, qui retient des hypothèses moins pessimistes concernant ces variables (à savoir, une hausse plus faible de la demande et une hausse plus forte de l'offre).

Dans les deux cas, pour répondre à une telle demande à partir des forêts naturelles existantes d'ores et déjà destinées à la production, il faudra des intensités de récolte bien supérieures au rendement soutenu⁹ de 0,25 à 0,5 m³/ha/an¹⁰, ce qui compromettra les rendements futurs de bois à usage industriel et qui mettra à rude épreuve la base de ressources forestières, déjà menacée par l'expansion agricole. Cela pourrait être exacerbé par des pénuries localisées de combustibles ligneux, notamment près des zones urbaines.

Si la base de ressources des forêts naturelles (non plantées) continue de reculer, il deviendra de plus en plus difficile de satisfaire la demande. En bref, un scénario de maintien du statu quo donnera probablement lieu à un net recul du secteur forestier avec moins d'emplois, une dépendance beaucoup plus forte à l'égard des importations et un remplacement du bois par d'autres matériaux qui risquent d'être plus néfastes pour l'environnement. Les forêts seront moins capables de fournir d'importants services écosystémiques, ce qui veut dire que les émissions de carbone augmenteront et la biodiversité se trouvera menacée.

Des interventions transformationnelles

Si cette possibilité est sombre, il existe plusieurs types d'interventions qui, ayant été testées en Afrique, donnent un aperçu de la manière dont les forêts pourrait contribuer à la transformation vers une économie verte.

La gestion, la valorisation et la restauration du capital naturel font qu'il est possible de respecter les normes environnementales strictes associées à une gestion durable des forêts dans les forêts

naturelles comme dans les forêts plantées. Toutefois, la gestion des liens sociaux et la garantie de bénéfices durables pour les communautés locales demeurent un défi d'envergure (Encadré 1).

Le fait d'accroître l'utilisation rationnelle des ressources peut réduire les pressions exercées sur les ressources forestières, que ce soit en termes de plantation d'arbres ou de transformation en bois d'œuvre ou en charbon de bois, grâce à de nouvelles technologies, à de meilleures pratiques de stockage et de manutention ou à une organisation plus performante de la chaîne d'approvisionnement. Ce potentiel est évident en Afrique du Sud, où la productivité moyenne des plantations forestières a augmenté de plus de 40 pour cent, passant de 10 m³/ha à 14,5 m³/ha entre 1980 et 2012¹¹.

D'après World Vision, les fourneaux économes en énergie utilisent jusqu'à 60 pour cent moins de bois que les foyers ouverts classiques¹². Son projet de poêles à bois améliorés relevant du Mécanisme pour un développement propre en Éthiopie entend distribuer 30 000 de ces poêles, dont l'utilisation profitera aussi aux familles à faible revenu — notamment les femmes et les filles — en réduisant les effets nocifs pour la santé de la fumée intérieure et le temps passé à la collecte de bois de feu et à faire la cuisine. Le défi consiste à obtenir des niveaux élevés d'adoption des technologies efficaces dans l'utilisation des ressources, en surmontant les problèmes de coûts initiaux et en veillant à ce que les besoins et les préférences des utilisateurs soient pris en compte.

Des interventions portant sur la consommation durable renforcent les deux approches décrites plus haut. Celles-ci exploitent les pressions de la demande pour impulser des améliorations, souvent dans le cadre d'initiatives portant sur la réglementation internationale ou la chaîne d'approvisionnement mais aussi, dans une moindre mesure, sous forme d'initiatives nationales visant à promouvoir des articles produits localement et de façon durable. Cinq pays d'Afrique ont signé des Accords de partenariat volontaire (APV) avec l'Union européenne pour mettre un terme aux exportations illicites de bois d'œuvre et deux d'entre eux – le Cameroun et le Ghana – sont allés plus loin en intégrant aussi le marché intérieur dans l'accord¹³. La labellisation Produit biologique et Commerce équitable des aliments naturels et des produits de santé aide certains des groupes plus marginalisés d'Afrique à générer des revenus à partir des PFNL.

Tableau 1. Effet projeté des mesures en faveur de l'économie verte sur l'offre et la demande de bois (en millions de m³/an)

Variables de la demande et l'offre	2030		2050	
	Meilleur des cas : demande faible, offre élevée	Pire des cas : demande élevée, offre faible	Meilleur des cas : demande faible, offre élevée	Pire des cas : demande élevée, offre faible
Maintien du statu quo				
Projections de la demande intérieure de bois rond industriel*	146.60	171.10	206.00	304.40
Superficie de production des forêts naturelles après déforestation (millions d'ha)	172.40	157.00	153.60	126.70
Production des forêts plantées	32.80	30.45	38.70	33.10
Production requise des forêts naturelles	113.80	140.70	167.30	271.30
Intensité de récolte requise pour satisfaire la demande (m ³ /ha/an)	0.66	0.90	1.09	2.14
Interventions pour une économie verte				

Potentiel d'offre de bois rond industriel moyennant une intensité de récolte compatible avec une gestion durable des forêts (0,375 m ³ /ha/an)	97.50	89.30	96.30	80.60
Excédent/déficit (par rapport à la projection de demande intérieure)	-49.10	-81.80	-109.70	-223.80
Potentiel d'offre de bois rond industriel moyennant une gestion durable des forêts conjuguée à une hausse de la superficie et de la productivité des forêts plantées, une plus grande efficacité de transformation du bois et une réduction de 50 % de la déforestation	166.90	137.70	217.30	151.40
Excédent/déficit (par rapport à la projection de demande intérieure)	20.30	-33.40	11.30	-153.10

*Demande intérieure avec un remplacement total des importations mais pas d'exportations. Source : compilé à partir des données des tableaux 5, 8, 9 et 10 du rapport intitulé Le rôle des forêts dans la transformation vers une économie verte en Afrique (IIED 2015)².

Scénarios pour une économie verte

Dans le Tableau 1, nous considérons aussi les effets potentiels de la mise à l'échelle d'une série d'interventions comme celles décrites plus haut, y compris l'essor des superficies et de la productivité des forêts plantées, l'accroissement de l'efficacité de traitement et la réduction de la déforestation (avant tout en s'attaquant à la faible productivité agricole). Comme dans le cas des scénarios de maintien du statu quo, les interventions sont explorées en retenant différentes hypothèses pour des modèles à offre faible et élevée. Cela montre que ces interventions portant sur le capital naturel et l'utilisation rationnelle des ressources peuvent, en théorie, garantir l'avenir des ressources forestières en Afrique tout en honorant en tout ou partie la demande croissante de bois.

La gestion durable des forêts naturelles, selon une intensité de récolte compatible avec un rendement soutenu, augmente les chances de pouvoir maintenir la base de ressources forestières à l'avenir. Toutefois, à l'horizon 2030, la demande en bois rond industriel est estimée dépasser très largement l'offre obtenue avec un rendement soutenu. De ce fait, à elle seule, la gestion durable des forêts naturelles pourrait ne pas suffire mais devrait être conjuguée à d'autres interventions pour une économie verte, pour former un train de mesures. Le Tableau 1 montre que, si l'on adopte une approche sur plusieurs fronts, le déficit de l'offre de bois se trouve sensiblement réduit dans le scénario du pire des cas et totalement éliminé dans le scénario du meilleur des cas. Une telle série d'interventions permettrait donc de garantir l'avenir du secteur forestier et sa contribution au PIB et à l'emploi.

Amélioration de l'environnement porteur

Dans la pratique, il existe des obstacles de taille à surmonter pour que les interventions passées en revue puissent engendrer une transformation vers une économie verte. Les pouvoirs publics et autres parties prenantes des forêts ont besoin de prendre des mesures pour fournir un environnement porteur.

Rechercher une participation plus vaste. Une étape fondamentale vers une meilleure gouvernance forestière est de faire en sorte que toutes les parties prenantes, même celles qui ne font pas partie de l'économie formelle, prennent part à un dialogue ouvert sur une vision pour les forêts du pays. Pour y parvenir, il faudra sans doute reconnaître les revendications traditionnelles des populations locales sur

les ressources forestières et les inviter ainsi que leurs représentants « à la table des négociations ». Un tel dialogue doit explorer les possibilités et les compromis offerts par tous les systèmes de services écosystémiques des forêts et reconnaître l'utilisation par les secteurs non forestiers tels que le tourisme et l'agriculture. Les différents niveaux de gouvernement doivent aussi être impliqués. Les processus adoptés pour les APV et pour REDD+ fournissent un précédent important et une base sur laquelle s'appuyer.

Doper le contrôle et la mobilisation de la population locale. Les pouvoirs publics et le secteur privé ont besoin d'explorer une plus large gamme d'approches pour mobiliser la population locale dans la gestion des forêts.

Selon l'approche type, les sociétés se voient attribuer par le gouvernement des concessions forestières ou des baux pour exploiter des plantations ; elles parviennent, dans le meilleur des cas, à conclure un accord de responsabilité sociale d'entreprise avec les utilisateurs informels locaux des ressources et des terres. Mais souvent, cela ne parvient pas à engendrer des bénéfices locaux, cela prête le flanc à des conflits sociaux et risque d'endommager la réputation des sociétés, ce qui peut rendre difficile l'obtention de capitaux.

Il faut donc envisager d'autres modèles qui font appel à davantage de contrôle local. Par exemple, des partenariats entre les sociétés et les entreprises forestières communautaires ou inciter les agriculteurs à planter des arbres sur leurs terres. Ces alternatives peuvent être longues à établir mais elles peuvent valoir la peine car de bonnes relations avec les communautés locales sont bonnes pour les affaires.

Travailler avec le secteur informel. Pour trouver de nouvelles façons de mobiliser les communautés locales, il faudra un changement d'attitude et d'approche envers le secteur informel, en reconnaissant l'éventail complet de situations : depuis les activités illégales, corrompues et non durables jusqu'aux bonnes pratiques qui sont conformes aux règles coutumières même si elles sont en dehors du droit écrit. Les gouvernements, le secteur privé et les ONG doivent travailler avec des gens des divers segments de l'éventail informel de différentes manières : en s'attaquant aux activités qui détruisent l'environnement et les liens sociaux par le biais d'une application plus stricte mais aussi en encourageant les bonnes pratiques grâce à la technologie et à un soutien des entreprises et de la commercialisation.

Améliorer l'accès au financement. La réticence des banques et des investisseurs à s'impliquer dans les nouvelles initiatives liées aux forêts est généralement due à une politique et un environnement institutionnel défavorables ainsi qu'à des considérations plus spécifiques de prise de risques et de retour d'investissement. Un investissement public est requis pour améliorer le climat d'investissement, par exemple en augmentant la transparence. Des actions dans le cadre des processus d'APV qui améliorent la gouvernance et promeuvent une participation multipartite peuvent aussi amoindrir la perception du risque par les investisseurs.

De même, des efforts concertés en vue d'appliquer les sauvegardes REDD+ pourraient avoir pour effet secondaire de doper la confiance des investisseurs dans un pays¹⁴. Les fonds publics peuvent aussi surmonter des obstacles plus spécifiques, par exemple, en finançant une expertise technique et un accompagnement d'entreprises (lorsqu'elles n'ont pas d'antécédents), ou des fonds de participation qui permettent aux petites entreprises forestières de satisfaire à l'obligation de pourcentage de fonds propres pour obtenir un prêt bancaire¹⁵.

Coordination intersectorielle. Les forêts affectent et sont affectées par un certain nombre d'autres secteurs, notamment l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et les industries extractives. Cela veut dire que la coordination entre les autorités sectorielles et entre les différents niveaux du gouvernement est cruciale. Certains programmes REDD+ montrent la voie en associant des mesures pour améliorer la productivité agricole à d'autres visant à réduire l'empiètement sur les forêts.

Meilleures informations sur les actifs forestiers. L'élaboration de politiques économiques s'est généralement concentrée sur la valeur du bois et des fibres sans pleinement apprécier les autres contributions économiques faites par les forêts. La place des forêts doit être reflétée dans les comptes nationaux et les processus de contrôle des dépenses publiques mais, pour ce faire, il faut de meilleures informations. Des recherches financées par les deniers publics sur les services écosystémiques des forêts peuvent contribuer à documenter la manière dont les services contribuent aux différents secteurs

et systèmes de subsistance. Cette recherche proposée sensibilisera l'opinion à propos du socle écologique que les forêts apportent au PIB dans nombre de secteurs ainsi que l'éventail d'acteurs forestiers et de types de gestion qui peuvent l'appuyer.

Au final, les forêts peuvent jouer un rôle considérable dans la transformation vers une économie verte en Afrique à condition que les interventions prometteuses puissent être mises à l'échelle. Cela exige un environnement porteur qui tienne compte de toutes les parties prenantes des forêts, qu'elles soient formelles ou informelles.

Maryanne Grieg-Gran

Maryanne Grieg-Gran est consultante indépendante.

Auteurs collaborateurs: Steve Bass (IIED), Francesca Booker et Mike Day (chercheurs invités à l'IIED)

Notes

¹ PNUE. 2011. *Towards a green economy: pathways to sustainable development and poverty eradication*. www.unep.org/greeneconomy/ / ² IIED. 2015. *Le rôle des forêts dans la transformation vers une économie verte en Afrique*. <http://pubs.iied.org/13580IIED.html> / ³ FAO. 2014. *Situation des forêts du monde, 2014. Mieux tirer parti des avantages socioéconomiques des forêts* / ⁴ JP Nkou et R Eba'a Atyi. 2013. *Analyse macroéconomique du secteur forêt-faune dans Eba'a Atyi et al. (éds.) Étude de l'importance économique et sociale du secteur forestier et faunique au Cameroun*. CIFOR / ⁵ FAO 2012 *Produits forestiers mondiaux : faits et chiffres 2012* / ⁶ FAO. 2010. *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010* / ⁷ R Valentini et al. 2014. 'A full greenhouse gases budget of Africa: synthesis, uncertainties, and vulnerabilities'. *Biogeosciences*, 11, 381-407 / ⁸ Cubage en volume réel — calculs de l'auteur sur la base des données de FAOSTAT / ⁹ »Rendement soutenu « fait référence au volume de bois qui peut être récolté par hectare et par an sans compromettre les rendements futurs / ¹⁰ D Alder. 1999. *Some issues in the yield regulation of moist tropical forests*. Paper presented to a workshop on *Humid and semi-humid tropical forest yield regulation with minimal data* held at CATIE, Turrialba, Costa Rica, 5-9 juillet 1999 / ¹¹ R Godsmark. 2014. *The South African forestry industry's perspective on forestry and forest products statistics*. Presentation to FAO Workshop on Forest Products Statistics 27 novembre 2014 / ¹² PoA 9769 : Energy Efficient Stoves Program (EESP) Appendix 1 – PoA 9769 ER http://cdm.unfccc.int/ProgrammeOfActivities/poa_db/5TE6HLP1Z4KOABSDI873YQCFGXW2RM/view/ / ¹³ FAO. 2014. *Le processus Accord de partenariat volontaire (APV) dans les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest: de la théorie à la pratique* / ¹⁴ T Christophersen. 2015. 'Are REDD+ safeguards key to financing sustainable landscapes?' The UN-REDD Programme blog. https://unredd.wordpress.com/2015/06/03/are-redd-safeguards-key-to-financing-sustainable-landscapes/?preview_id=1219 / ¹⁵ D Elson. 2012. *Guide to investing in locally controlled forestry*, Growing Forest Partnerships en association avec la FAO, l'IIED, l'UICN, The Forests Dialogue et la Banque mondiale. IIED, Londres. <http://pubs.iied.org/13565IIED.html>.

Cette note a été préparée en partenariat avec le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD), qui met à profit les capacités techniques de la FAO, du PNUD et du PNUE pour appuyer les capacités des pays en développement en matière de préparation et de mise en œuvre de la REDD+. Pour en savoir plus : www.un-redd.org.

L'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) promeut le développement durable, en reliant les priorités locales aux défis mondiaux. Nous soutenons certaines des populations les plus vulnérables du monde pour mieux faire entendre leurs voix dans la prise de décisions.

Contact

Daniel Pouakouyou, PhD
daniel.pouakouyou@unep.org

Regional Technical Advisor for Africa
 United Nations Environment Programme (UNEP)
 P.O. 30552 (00100)
 Nairobi, Kenya

Tél: +254 20 762 5631

James Mayers
james.mayers@iied.org

80–86 Gray's Inn Road
 Londres, WC1X 8NH
 Royaume-Uni

Tél: +44 (0)20 3463 7399
 Fax: +44 (0)20 3514 9055

IIED invite vos réactions et commentaires sur
 @IIED et www.facebook.com/theiied